

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD**

CONSULTATION N°2025-27

***RÈGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION
(RPC)***

**Prestations de services
de restauration, de nettoyage de locaux, de blanchissage,
de fourniture de produits d'hygiène et de nécessaires de toilette
pour des centres de rétention administrative (CRA).**

**CRA COQUELLES (lot n°1)
CRA LESQUIN (lot n°2)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES.....	3
1.1 – Objet de la consultation.....	3
1.2 – Allotissement.....	3
1.3 – Variantes.....	3
1.4 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	3
1.5 – Durée.....	3
ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1 – Procédure.....	4
2.2 – Visite de site obligatoire.....	4
2.2 – Prix du marché.....	4
2.3 – Dossier de consultation.....	4
2.4 – Modifications de détails au dossier de consultation.....	5
2.5 – Délai de validité des offres.....	5
2.6 – Sous-traitance.....	5
2.7 – Groupement de candidature.....	5
ARTICLE 3 – CONSTITUTION ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES.....	5
3.1 – Pièces concernant la candidature.....	5
a) Candidature sous forme simplifiée avec formulaire DUME.....	6
b) Candidature non présentée sous forme simplifiée (hors DUME).....	6
c) Justificatifs, moyens de preuves et documents complémentaires à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat.....	6
d) Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques.....	7
e) Précisions concernant la sous-traitance.....	7
3.2 – Contenu de la proposition technique et financière (offre).....	7
3.3 – Clauses environnementales.....	8
3.4 – Clauses d'insertion sociale.....	8
ARTICLE 4 – CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA).....	9
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE TRANSMISSIONS DES OFFRES.....	9
5.1 – Dématérialisation des procédures.....	9
5.2 – Formats des documents informatiques.....	10
ARTICLE 6 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
6.1 – Analyse des candidatures.....	10
6.2 – Critères de jugement des offres.....	10
ARTICLE 6 – NÉGOCIATION.....	11
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	11
ANNEXE 1 : ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX.....	12
ANNEXE 1 : ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX.....	13
ANNEXE 2 : REPRISE DU PERSONNEL EN PLACE.....	14

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

L'acheteur est l'État.

Le représentant de l'acheteur : Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord.

Le suivi administratif de l'opération est assuré par le secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI).

Le suivi technique est effectué par la direction zonale de la police aux frontières.

1.1 – Objet de la consultation

Les prestations de la consultation n°2025-27, sont relatives à des prestations de restauration, de nettoyage des locaux, de blanchissage, de fourniture de produits d'hygiène et de nécessaires de toilette pour des centres de rétention administrative (CRA).

1.2 – Allotissement

La consultation n°2025-27 est composée de deux lots juridiques correspondant à deux emplacements géographiques :

- Lot n° 1 : prestations hôtelières au CRA de COQUELLES (62) ;
- Lot n° 2 : prestations hôtelières au CRA de LESQUIN (59).

Adresses des sites concernés :

Centre de rétention administrative de Coquelles Hôtel de Police Boulevard du Kent – BP 72 62903 COQUELLES Cedex	Centre de rétention administrative de Lesquin rue de la Drève (angle CD445) 59810 LESQUIN
--	---

1.3 – Variantes

Les variantes, au sens des articles R.2151-08 à R.2151-11 du code de la commande publique, qu'elles soient à l'initiative du soumissionnaire ou de l'acheteur, ne sont pas autorisées.

1.4 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Des prestations supplémentaires éventuelles sont prévues dans le cadre de la présente consultation. Elles sont définies comme suit :

« Entretien et maintenance des gros matériels de restauration et de blanchisserie ».

Les PSE devront être **obligatoirement** renseignées par les soumissionnaires.

L'acheteur choisira de valider, ou non, les PSE à la notification du marché.

1.5 – Durée

Les marchés issus de la consultation n°2025-27 sont conclus pour une durée ferme d'une année à compter de la date définie lors de la notification. Ils sont reconductibles tacitement trois fois pour des périodes d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, les titulaires ne pourront pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), 2 mois avant la date anniversaire du début des prestations.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 – Procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du code de commande publique.

2.2 – Visite de site obligatoire

Les soumissionnaires devront **obligatoirement** convenir avec les responsables du site d'une visite obligatoire (attestation de visite en annexe du présent règlement de consultation) avant la date limite de réception des offres.

Une pièce d'identité sera demandée à l'entrée du site concerné.

Pour procéder à la visite, les candidats doivent contacter préalablement :

- lot n°1 : Centre de rétention administrative de COQUELLES
 - Capitaine Jessica HOESTLANDT - tél : 03 21 19 58 92
- lot n°2 : Centre de rétention administrative de LESQUIN
 - Commandant Vincent MEURISSE (Chef CRA) - tél : 03 20 10 62 53
 - Capitaine marie GUEULLE (Adjointe au chef CRA) - tél : 03 20 10 62 79

2.2 – Prix du marché

Les prix des marchés issus de la consultation n°2025-27 sont définis dans les annexes 2 et 3 de l'acte d'engagement, comme suit :

- cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) (annexe 2 de l'acte d'engagement) pour les prestations de nettoyage et pour les prestations d'entretien courant et de maintenance des gros matériels de restauration et de blanchisserie ;
- un bordereau de prix unitaires BPU (annexe 3 de l'acte d'engagement) pour les prestations / fourniture de :
 - restauration
 - blanchisserie (sur la base des quantités réellement traitées) ;
 - nécessaires de toilettes (sur la base des quantités réellement distribuées) ;
 - lessive et de désinfectant (sur la base de la consommation réelle).

2.3 – Dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend :

- le présent règlement particulier de la consultation (RPC) ;
- les actes d'engagement (AE) de chacun des lots et leurs annexes :
 - Annexe 1 : demande d'acceptation de sous-traitance ;
 - Annexe 2 : décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
 - Annexe 3 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
 - Annexe 4 : reprise du personnel en personnel complémentaire ;
 - Annexe 5 : formulaire d'insertion par l'activité économique ;
 - Annexe 6 : déclaration de l'usage de l'intelligence artificielle.
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°2025-27, commun aux deux lots de la consultation, dont seul l'original conservé dans les locaux de l'administration fait foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et ses annexes, commun aux deux lots de la consultation ;
 - Annexe 1 : procédés et périodicité des prestations de nettoyage (CRA COQUELLES) ;
 - Annexe 2 : procédés et périodicité des prestations de nettoyage (CRA LESQUIN) ;
 - Annexe 3 : tableau des surfaces (CRA COQUELLES) ;
 - Annexe 4 : tableau des surfaces (CRA LESQUIN) ;
 - Annexe 5 : entretien courant et maintenance des gros matériels de restauration et de blanchisserie ;
 - Annexe 6 : synthèse des missions et responsabilité.
- le cadre de mémoire technique.

2.4 – Modifications de détails au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les opérateurs économiques doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier de consultation par les candidats, la date limite fixée pour la réception des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de la nouvelle date.

2.5 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts (180) jours calendaires à compter de la date limite de réception des offres initiales.

2.6 – Sous-traitance

Le candidat peut présenter son ou ses sous-traitants au pouvoir adjudicateur, soit à la remise de son offre, soit en cours d'exécution du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies aux articles L.2193-1 à L.2193-7 du code de la commande publique.

Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur. La déclaration du sous-traitant par le candidat doit être jointe en même temps que son offre.

La déclaration s'effectue soit :

- en complétant l'imprimé DC4 (ou déclaration de sous-traitance) de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère de l'Économie, et des Finances (téléchargeable gratuitement) ;
- en remettant à la personne publique tout document rédigé sur papier libre reprenant intégralement les éléments figurant dans ce formulaire DC4 et mentionnant les réponses correspondantes.

La notification du marché vaut acceptation et agrément des conditions de paiement.

2.7 – Groupement de candidature

Dans le cas d'une présentation de candidature de type groupement (co-traitance), après notification, il sera demandé au groupement de prendre la forme conjointe avec mandataire solidaire.

Il est interdit de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois en qualité de :

- opérateurs économiques individuels et membres d'un ou plusieurs groupements ;
- membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 3 – CONSTITUTION ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

L'ATTENTION DES CANDIDATS EST ATTIRÉE SUR LA NÉCESSITÉ DE RESPECTER SCRUPULEUSEMENT LES DISPOSITIONS CI-APRÈS RELATIVES A LA CONSTITUTION DES CANDIDATURES ET OFFRES.

3.1 – Pièces concernant la candidature

Les opérateurs économiques éligibles peuvent déposer une candidature simplifiée.

Les opérateurs économiques éligibles qui ne souhaitent pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement, ainsi que les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée.

En tout état de cause, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

La signature des documents de la candidature est souhaitable et recommandée mais n'est pas obligatoire.

a) Candidature sous forme simplifiée avec formulaire DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME (accessible sur le portail chorus-pro : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>) en renseignant uniquement la partie IV « indication globale pour tous les critères de sélection » à savoir :

- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels ;
- le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices ;
- les certificats de qualité ou équivalents, établis par des organismes indépendants, attestant que l'opérateur économique se conforme aux normes d'assurance de qualité, le cas échéant.

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

b) Candidature non présentée sous forme simplifiée (hors DUME)

Les opérateurs économiques renseignent et remettent :

- une lettre de candidature indiquant si le candidat se présente seul ou en groupement (indiquer alors si solidaire ou conjoint) ;
Il est possible, dans le cadre de cette consultation, d'utiliser le formulaire DC1
- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article R.2143-3 du code de la commande publique ;
Il est possible, dans le cadre de cette consultation, d'utiliser le formulaire DC2
- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels ;
- le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices ;
- les certificats de qualité, ou équivalents établis par des organismes indépendants, attestant que l'opérateur économique se conforme aux normes d'assurance de qualité le cas échéant ;
- une attestation de régularité fiscale ;
- une attestation URSSAF.

Si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables gratuitement à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

c) Justificatifs, moyens de preuves et documents complémentaires à transmettre concernant l'aptitude et les capacités du candidat

Que les candidatures soient présentées sous la forme simplifiée ou non, les opérateurs économiques transmettent les justificatifs et moyens de preuves suivants concernant leurs aptitudes et capacités :

- la copie du ou des jugements prononcés si l'opérateur économique est en redressement judiciaire ;
- une déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont l'opérateur économique dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- une déclaration indiquant les effectifs de l'opérateur économique pour chacune des trois dernières années ;
- une liste des principales prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (récentes, pertinentes et au nombre maximal de trois) ;
- les pièces relatives au pouvoir des personnes habilitées à engager l'opérateur économique : ces documents doivent faire apparaître expressément l'identité et la capacité de la (des) personne-s habilitée-s à engager l'entité candidate, quelle que soit la forme juridique de cette entité (société, artisan, association ou autre – exemples : carte professionnelle, le numéro unique d'identification.

En cas de transfert de cette capacité à une autre personne, celui-ci devra être prouvé par la production d'un mandat, d'un pouvoir, ou d'une délégation signé-e par une personne officiellement habilitée à engager la société. Toute subdélégation devra être prouvée dans les mêmes termes :

- la preuve d'une assurance couvrant les risques professionnels ;
- un relevé d'identité bancaire (RIB).

d) Précisions concernant les groupements d'opérateurs économiques

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct. Hors DUME, chacun des membres du groupement doit fournir une déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (DC2).

e) Précisions concernant la sous-traitance

Dans le cas où une candidature, présentée sous forme simplifiée avec formulaire DUME, s'appuie sur un ou plusieurs sous-traitants, le candidat renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant concerné et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si l'opérateur économique ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

La présentation d'un sous-traitant, pour une candidature présentée hors d'une forme simplifiée, peut se faire à l'aide du formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance – téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>) dûment renseigné et signé par le sous-traitant et l'opérateur économique, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

3.2 – Contenu de la proposition technique et financière (offre)

L'attention des opérateurs économiques est attirée sur le fait que tout manquement de sa part aux obligations administratives et juridiques, toute présentation des prix qui diffère du modèle de décomposition pourront motiver le rejet de la proposition. De même, une offre incomplète pourra entraîner son rejet.

La signature de l'offre est possible et recommandée, mais n'est pas obligatoire à ce stade de la consultation. Le cas échéant, l'administration pourra demander à l'entreprise retenue à l'issue de la consultation de signer son offre avant l'attribution du marché.

Le soumissionnaire peut donc choisir de signer son acte d'engagement dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il aura recours à un certificat de signature électronique (les formats de signature acceptés sont XAdES, CAdES ou PAdES) conforme à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les contrats de la commande publique et signera uniquement l'acte d'engagement.

Le soumissionnaire ne doit pas joindre les cahiers des clauses administratifs et techniques particulières (CCAP et CCTP) ou le règlement particulier de la consultation (RPC) à sa proposition technique et financière, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration.

Les **offres devront comporter les pièces suivantes** dûment remplies par une personne habilitée à engager la société (joindre un pouvoir le cas échéant) :

- **l'acte d'engagement (AE)**, du lot concerné, dûment complété et visé par le représentant qualifié du soumissionnaire. Ainsi que ses annexes :
 - *annexe 1 : les demandes d'acceptation des sous-traitants pour ce qui concerne la main d'œuvre d'installation et d'agrément des conditions de paiement. Dans ce cas, le titulaire du marché devra impérativement indiquer dans l'acte d'engagement le montant exact qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal qu'il pourra présenter en nantissement ;*
 - *annexe 2 : la décomposition du prix global forfaitaire ;*
 - *annexe 3 : le bordereau de prix unitaire (BPU) ;*
 - *annexe 4 : le tableau de reprise du personnel en place et du personnel complémentaire ;*
 - *annexe 5 : le formulaire pour l'insertion par l'activité économique ;*
 - *annexe 6 : déclaration de l'usage de l'intelligence artificielle.*
- **le cadre de mémoire technique** du lot concerné, complété, détaillant spécifiquement :
 - les indications sur les modalités de mise en œuvre des prestations de restauration, de nettoyage et de blanchissage incluant la fourniture des kits d'hygiène ;
 - organisation et coordination des prestations – contrôle des prestations – nom du responsable et interlocuteur pour le CRA concerné ;

- recours à la sous-traitance pour certaines prestations – contrôle des interventions sur site ;
- gestion et valorisation des déchets et autres actions environnementales ;
- des tableaux dûment complétés - voir cadre de réponse au mémoire technique :
 - modalités d'application de la loi EGalim - partenariats locaux pour la fourniture des matières premières, matériels ou produits demandés ou utilisés dans la cadre du marché ;
 - modalités de reprise du personnel en place et intégration de la clause d'insertion par l'activité économique ;
 - organisation prévisionnelle des prestations de nettoyage ;
 - produits et notices techniques (articles 3.8, 4.2, 4.3, 5.2 et 5.3 du CCTP 2025-27) ;
 - véhicules dédiés dans le cadre des marchés issus de la consultation n°2025-27 ;
 - matériels (article 3.7 du CCTP 2025-27) et notices des matériels techniques de stockage et de remise à température des repas (article 2.1 du CCTP 2025-27).
- **l'attestation de visite du site concerné.**

Un mémoire technique additionnel pourra être transmis. Le candidat devra impérativement renseigner dans son cadre de mémoire technique les pages de renvoi au mémoire technique pour chaque item le cas échéant.

NB : si le candidat constate des erreurs, des contradictions ou des points nécessitant des précisions dans le dossier de consultation des entreprises, afin d'éviter tous différends lors de l'exécution, il doit en informer par écrit le pouvoir adjudicateur via la plateforme « PLACE » au-moins 6 jours avant la date limite de remise des offres conformément à l'article 7 du présent règlement de consultation.

Le ministère de l'Intérieur est également soucieux de soutenir l'innovation et invite les candidats à intégrer dans la mesure du possible des produits ou des méthodes dites innovantes à leur offre.

3.3 – Clauses environnementales

En application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, les conditions d'attribution et d'exécution du marché, issu de la consultation n°2025-27, comportent des éléments qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement.

Ainsi, les candidats devront détailler, dans leur mémoire technique, toutes les actions qu'ils mettront en application, dans le cadre du marché issu de la présente consultation, pour préserver l'environnement.

Ces actions devront prendre en considération les mesures détaillées à l'article 7.1 du CCAP de la présente consultation.

3.4 – Clauses d'insertion sociale

Pour promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, l'administration souhaite solliciter les opérateurs économiques qui répondent à ses marchés publics en mobilisant la possibilité ouverte par l'article L2112-2 du code de la commande publique.

L'attributaire de chaque marché issu de la consultation n°2025-27, est tenu, pour l'exécution du contrat qui le concerne, de réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi des personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières telles que définies dans l'article 7.2 du CCAP de la présente consultation.

Une offre qui ne satisferait pas à cette condition serait irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'administration a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par un facilitateur de la clause sociale au sein de :

- **SITE DE COQUELLES :**

LA FABRIQUE DÉFI
21 rue Mollien – 62100 CALAIS
Monsieur SÉGUIN Bertrand
06.28.09.99.14 – bseguin@lafabriquedefi-calais.fr

- **SITE DE LESQUIN :**

IMPULSIONS MÉTROPOLE SUD
202bis Rue Louis Braille B32 – 59790 RONCHIN
Monsieur LÉON Alexandre
07.49.13.52.21 – aleon@impulsions-ms.fr

Les soumissionnaires renseigneront l'annexe n°5 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 – CONDITIONS D'UTILISATION DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA)

L'attention des soumissionnaires est attirée sur l'obligation de déclarer l'usage et le nom des outils d'IA et les données utilisées pour la préparation et l'exécution du marché. Il est tenu d'informer l'acheteur public de tout nouvel usage significatif de l'IA.

Le soumissionnaire s'engage à vérifier et valider les informations générées par IA lors du dépôt de la candidature et de l'offre.

Le soumissionnaire est responsable de la conformité et de l'exactitude de sa proposition.

À ce titre, il doit être en capacité de fournir une description des process IA utilisés et de conserver une traçabilité des décisions ou actions automatisées.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE TRANSMISSIONS DES OFFRES

5.1 – Dématérialisation des procédures

Les offres sont à remettre exclusivement par format électronique via la plateforme des achats de l'État à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

puis cliquer sur recherche avancée et indiquer en référence de consultation : **2025-27-prest-hotel-cra-hdf**

Ou lien direct :

[https://www.marches-publics.gouv.fr/?
page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2909412&orgAcronyme=g6l](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2909412&orgAcronyme=g6l)

Date limite de réception des offres : 02 MARS 2026 à 12 heures

Seule la date d'accusé de dépôt du dossier sur la plateforme PLACE fait foi.

Le soumissionnaire transmettra ses documents aux formats standards du marché.

Les opérateurs économiques qui transmettent leurs candidatures et offres par voie électronique et qui souhaitent signer de manière dématérialisée, doivent utiliser un certificat de signature électronique qui garantit notamment l'identification du candidat.

Les catégories de certificats de signature utilisées pour signer électroniquement doivent être, d'une part, conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et, d'autre part, référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat.

En complément d'un envoi par voie électronique, le candidat peut envoyer une copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique (article R.3122-17 du code de la commande publique). Dans ce cas précis, la copie de sauvegarde (en plus de l'envoi sur PLACE) doit être envoyée, avant les date et heure limites de réception, à l'adresse suivante : SGAMI NORD / DAGF / Bureau des marchés, cité administrative, 2 boulevard de Strasbourg – bâtiment D – BP 2012, 59 000 LILLE, en prenant soin d'indiquer l'objet de la consultation sur l'enveloppe. Sans réception de l'offre par voie électronique dans les délais, la copie de sauvegarde ne sera pas ouverte ni analysée.

Pour communiquer avec les opérateurs économiques, l'acheteur utilise la plateforme des achats de l'État (PLACE) <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Celle-ci génère des courriels qui peuvent être considérés comme des "spams" par la messagerie des candidats. Il est par conséquent recommandé aux opérateurs économiques de configurer leur messagerie pour recevoir ces informations dans les meilleures conditions en ajoutant, le cas échéant, l'adresse suivante nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr dans la liste des expéditeurs autorisés.

5.2 – Formats des documents informatiques

Afin de pouvoir ouvrir et lire correctement certaines des pièces de la consultation, il est fortement recommandé aux opérateurs économiques de télécharger gratuitement LIBRE OFFICE et d'utiliser le traitement de texte (Writer) et le tableur (Calc). Des incompatibilités informatiques (risques de pages manquantes, tableurs manquants dans les documents de textes...) peuvent apparaître pour les candidats utilisant d'autres logiciels que LIBRE OFFICE.

ARTICLE 6 – JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1 – Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas accompagnées des pièces mentionnées à l'article 3.1 du présent règlement (le pouvoir adjudicateur se laissant la possibilité de les réclamer au candidat), et/ou ne présentant pas des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes, ne seront pas admises.

6.2 – Critères de jugement des offres

Critères	Note maximale
I – Valeur financière	50
Montant global forfaitaire et cohérence des montants (<i>annexe 2 à l'acte d'engagement</i>)	25
Tarifs unitaires (<i>annexe 3 à l'acte d'engagement</i>)	25
II – Valeur technique (<i>cadre de mémoire technique</i>)	40
Cohérence des moyens humains et volumes horaires proposés - Etat du personnel mis à disposition (<i>Article E-11</i>) - Organisation prévisionnelle du service de nettoyage (<i>Article B-5</i>) - Modalité de reprise du personnel en place par le nouveau titulaire (<i>Article E-12</i>) - Modalité de mise en place de la clause d'insertion par l'activité économique (<i>Article E-13</i>)	20
Pertinence des modalités de préparation des repas (<i>et intégration de la loi EGAlim</i>) (<i>Article A-1</i>)	20
III – Prise en considération des performances environnementales (<i>cadre de mémoire technique</i>)	10
Pertinence des mesures liés aux prestations de restauration - <i>Solutions de réduction du gaspillage alimentaire (Article A-2)</i> - <i>Gestion des déchets alimentaires (Article A-3)</i> - <i>Autres actions de protection environnementale en matière de restauration (Article A-4)</i>	3
Pertinence des mesures liés aux prestations de nettoyage - <i>Actions de protection environnementale en matière de nettoyage (Article B-6)</i> - <i>Liste des produits de nettoyage utilisés (Article B-7)</i>	2
Pertinence des mesures liés aux prestations de blanchissage - <i>Liste des produits de lavage et de désinfection (Article C-8)</i> - <i>Actions de protection environnementale en matière de blanchissage (Article C-9)</i> - <i>Liste des nécessaires de toilette (Article D-10)</i>	3
Pertinence de la composition du parc automobile (<i>Article F-14</i>)	1
Pertinence de la liste des matériels (<i>Article G-15</i>)	1

ARTICLE 6 – NÉGOCIATION

Aucune négociation ne sera réalisée dans le cadre de la présente consultation.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les renseignements complémentaires que les candidats souhaiteraient obtenir au vu du dossier de consultation pourront faire l'objet de questions écrites transmises via la plateforme des achats de l'État (PLACE) uniquement au plus tard dix (10) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Les réponses aux questions écrites seront communiquées à tous les candidats destinataires du dossier de consultation. Ces réponses seront diffusées au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Il ne sera répondu à aucune question qui ne serait pas posée dans les conditions décrites ci-dessus.

Les soumissionnaires qui auront remis une offre ne seront pas autorisés à la retirer.

Chaque opérateur économique sera informé du choix ou du rejet de son offre par écrit. **Aucun renseignement ne sera communiqué par téléphone.**

Les offres des soumissionnaires non retenus seront conservées par l'acheteur.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD

ANNEXE 1 : ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX Lot n°1 – CRA COQUELLES

Interlocuteur à contacter :

- Capitaine Jessica HOESTLANDT
- tél : 03 21 19 58 92

Adresse du site : Centre de Rétention Administrative – boulevard du Kent – 62 231 COQUELLES

Je soussigné : _____

Service : _____

reconnais avoir reçu le : _____

La Société : _____

dans le cadre de la visite des locaux prévue au dossier de consultation 2025-27.

SIGNATURE ET CACHET DE L'AUTORITÉ

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD

ANNEXE 1 : ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX Lot n°2 – CRA LESQUIN

Interlocuteur à contacter :

- Commandant Vincent MEURISSE (Chef CRA)
 - tél : 03 20 10 62 53
- Capitaine marie GUEULLE (Adjointe au chef CRA)
 - tél : 03 20 10 62 79

Adresse du site : Centre de Rétention Administrative – rue de la Drève angle CD 445 – 59 810 LESQUIN

Je soussigné : _____

Service : _____

reconnais avoir reçu le : _____

La Société : _____

dans le cadre de la visite des locaux prévue au dossier de consultation 2025-27.

SIGNATURE ET CACHET DE L'AUTORITÉ

ANNEXE 2 : REPRISE DU PERSONNEL EN PLACE

ETAT DU PERSONNEL CRA DE COQUELLES à reprendre

FONCTION	NIVEAU	STATUT	NATURE DU CONTRAT	ANCIENNETE TOTALE	HORAIRE CONTRAT MENSUEL	SALAIRE BASE MENSUEL	PRIME ANCIENNETE	13 ème MOIS	AVANTAGE EN NATURE
EMPLOYE(E) POLYCOMPETENT(E) DE RESTAURATION	II	EMPLOYES	CDI	02/01/2003	117,07	1273,61	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE(E) POLYCOMPETENT(E) DE RESTAURATION	II	EMPLOYES	CDI	02/01/2003	147,88	1788,19	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE(E) POLYCOMPETENT(E) DE RESTAURATION	II	EMPLOYES	CDI	11/02/2003	128,37	1385,95	OUI	OUI	OUI
CHEF GERANT(E)	VII	A.M.	CDI	01/02/2005	151,67	2000	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE(E) POLYCOMPETENT(E) DE RESTAURATION	II	EMPLOYES	CDI	05/04/2021	92,42	947,28	NON	OUI	OUI
EMPLOYE DE SERVICE	I	EMPLOYES	CDI	10/10/2019	110,91	1139,07	NON	OUI	OUI

ETAT DU PERSONNEL CRA DE LESQUIN à reprendre

FONCTION	NIVEAU	STATUT	NATURE DU CONTRAT	ANCIENNETE TOTALE	HORAIRE CONTRAT MENSUEL	SALAIRE BASE MENSUEL	PRIME ANCIENNETE	13 EME MOIS	AVANTAGE EN NATURE
EMPLOYE(E) POLYCOMPETENT(E) DE RESTAURATION	II	EMPLOYE(E) POLYCOMPETENT(E) DE RESTAURATION	CDI	07/10/2010	151,67	1562,51	OUI	OUI	OUI
CHEF GERANT(E)	VII	CHEF GERANT	CDI	11/03/1996	151,67	2348,58	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE POLYVALENT	I	EMPLOYE(E) DE SERVICE	CDI	30/10/2006	151,67	1554,58	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	III	EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	CDI	30/10/2006	138,31	1445,81	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	III	EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	CDI	12/02/2007	151,67	1591,86	OUI	OUI	OUI
EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	III	EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	CDI	03/12/2018	151,67	1571,3	NON	OUI	OUI
EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	III	EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	CDI	10/12/2018	151,67	1589,61	NON	OUI	OUI
EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	III	EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	CDI	21/12/2018	151,67	1589,46	NON	OUI	OUI
EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	III	EMPLOYE(E) TECHNIQUE DE RESTAURATION	CDI		151,67		NON	OUI	OUI